
Croissance ralentie par la météo

Isabelle Bourgeois



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rea/4545>

DOI : 10.4000/rea.4545

ISSN : 1965-0787

Éditeur

CIRAC

Édition imprimée

Date de publication : 4 juillet 2013

Pagination : 3-4

ISSN : 1156-8992

Référence électronique

Isabelle Bourgeois, « Croissance ralentie par la météo », *Regards sur l'économie allemande* [En ligne], 109 | juillet 2013, mis en ligne le 24 juillet 2015, consulté le 15 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rea/4545>

© CIRAC

Croissance ralentie par la météo

Avec les beaux jours, la croissance devrait s'installer plus solidement en Allemagne. Depuis le début de l'année, l'activité a été moins dynamique que prévu, amenant la plupart des économistes à revoir légèrement à la baisse leurs prévisions de croissance pour 2013 : celle-ci ne devrait plus être que de l'ordre de 0,3 % sur l'ensemble de l'année. Ce tassement est dû essentiellement aux conditions météorologiques sévères qui ont ralenti l'essor de la reprise depuis l'hiver. Au premier trimestre de 2013, le PIB n'a augmenté que de 0,1 %, après un recul de 0,7 % au dernier de 2012 (Destatis). La reprise attendue dès cet été n'en devrait pas moins s'esquisser rapidement car les fondamentaux de l'économie allemande restent bons.

Les exportations ne tirent plus la croissance depuis le 4^e trimestre 2012, et elles ont reculé de 1,8 % au premier de 2013 ; l'excédent commercial n'a contribué que de 0,1 point à la hausse du PIB. La principale destination des biens exportés a été la zone Euro, du fait d'une demande actuellement ralentie dans les autres régions du monde. Si les importations ont fléchi elles aussi (-2,1 % par rapport au trimestre précédent), c'est dû surtout au retour à la normale des importations d'énergie qui avaient connu un pic durant cet hiver. A l'inverse, les importations de biens intermédiaires accusent une tendance à la hausse, signe que l'activité industrielle poursuit son essor. Et de fait, depuis le début de l'année, celle-ci s'accroît continûment, au fur et à mesure que les carnets de commandes se remplissent ; elle a progressé de + 1,5 % de mars à avril (ministère fédéral de l'Economie, 11-06-2013), et même de 4 % dans le seul secteur des biens d'investissement.

La dynamique des investissements reste toutefois contenue depuis l'année dernière : au 1^{er} trimestre 2013, ils ont baissé de 0,6 % pour ce qui est des équipements, et de 2,1 % de la construction (Destatis). Dans le contexte actuel d'accès facile au crédit, et alors que les entreprises allemandes ne manquent nullement de capitaux propres (voir REA 108/2013), la principale raison qui les incite à l'attentisme, c'est qu'elles estiment que la demande étrangère n'est pas assez forte pour justifier un taux d'utilisation des capacités supérieur à la normale, ainsi que le formule la Bundesbank (rapport de mai). Le Conseil des Sages avait rappelé dans son rapport 2012/13 que la conjoncture allemande n'est « *pas déconnectée du contexte des échanges mondiaux* », et qu'elle reste tributaire entre autres de la reprise de l'activité au sein de la zone Euro. Mais si elles se montrent prudentes, les entreprises – même celles du *Mittelstand* – restent confiantes en l'avenir, comme le révèle la stabilité de l'indice du moral des affaires KfW-ifo-Mittelstandsbarometer.

Depuis la fin de l'année 2012, c'est la consommation qui tire la croissance allemande ; et elle continue de progresser nettement (+0,8 % au 1^{er} trimestre 2013 ; Destatis). En effet, la forte progression des revenus salariaux enregistrée depuis 2012, et dernièrement dans l'industrie des métaux, a d'autant plus fortement augmenté les revenus nets disponibles que l'abaissement du taux de cotisation aux caisses légales de retraite (de 19,6 % à 18,9 %) intervenu en janvier a accru les salaires nets, compensant largement la hausse (0,1 point) des cotisations à l'assurance dépendance (*DIW-Wochenbericht* 25/2013). S'ajoute à cela que les Allemands sont d'autant plus enclins à puiser dans leur bas de laine (le taux d'épargne est tombé à 10 %, le niveau le plus bas enregistré depuis 5 ans, constate le DIW) pour acquérir des biens de consommation durable ou investir dans la pierre que la politique des taux bas réduit le rendement des placements ; dans le même temps, l'accès au crédit à la consommation n'a jamais été aussi aisé. Enfin, les consommateurs sont sensibles également au fait que, malgré l'impact des hausses des salaires conventionnels sur l'inflation, celle-ci devrait rester modérée (1,6 % cette année) étant donné le fort recul des prix des produits pétroliers et des matières premières (Bundesbank, rapport de juin).

Si le moral des ménages est au beau fixe – l'indice GfK grimpe continûment depuis la reprise de 2009 –, c'est dû encore plus à la remarquable stabilité de l'emploi : l'Allemagne est le seul pays de l'UE recensant aujourd'hui moins de chômeurs qu'avant la crise, en 2007, se plaît à rappeler l'institut GfK (communiqué du 26 juin). Le taux de chômage est tombé à 6,8 % en mai (données administratives de l'Agence fédérale pour l'emploi) ; le nombre de chômeurs se situe à 2,937 millions, dont 935 000 per-

La faible demande mondiale ralentit les exportations ...

... et incite à la prudence en matière d'investissement

Une croissance tirée par la consommation

Taux de chômage : 5,4 %

çoivent les allocations chômage du régime d'assurance (ALG I ; voir REA 108/2013). Destatis, qui utilise les critères OIT, souligne que le taux de chômage est stable à 5,4 % depuis août 2012 ; en un an, depuis avril 2012, le nombre d'actifs occupés a augmenté de 0,7 %, soit de 281 000 personnes. Cette hausse reflète celle des emplois soumis à cotisations sociales, précise l'Agence de Nuremberg qui, en mars 2013, en recense 369 000 de plus qu'un an auparavant. Sur le total des actifs occupés (41,69 millions), plus des deux tiers (29,09 millions) occupent un emploi régulier, soumis à cotisations sociales.

**Un budget équilibré,
mais une dette de 81 % du PIB**

Ce qui nourrit cette confiance, c'est également le fait que l'Allemagne remplit les critères de Maastricht comme ses propres obligations constitutionnelles ('règle d'or') et que les pouvoirs publics poursuivent sur la voie de la consolidation. En 2012, le budget allemand était légèrement excédentaire (0,2 %) ; et si le déficit se creusera à nouveau très légèrement (-0,2 %) cette année sous l'effet du ralentissement conjoncturel, le budget devrait être à l'équilibre dès 2014. Reste la question de la dette, qui inquiète plus les économistes. Certes, elle se réduit, passant de 81,9 % en 2012 à 81,1 %, puis 78,9 % les deux années suivantes, mais elle reste largement au-dessus du seuil de Maastricht, fixé à 60 % du PIB. Surtout, elle baisse moins sous l'impulsion des pouvoirs publics allemands que sous l'effet de la politique de la BCE, les faibles taux d'intérêt réduisant d'autant la charge de la dette.

**Sans soutenabilité des finances
publiques et réformes
structurelles, pas de croissance**

Ce constat pousse les experts à exiger des pouvoirs publics une politique conséquente de réduction de la dette – surtout en cette période électorale où les tentations sont fortes de céder au court-termisme politicien. Il convient au contraire de tenir compte des effets à long terme du vieillissement démographique sur les budgets et de prendre en considération les 500 milliards € dont s'est alourdie la dette allemande en réaction à la crise de la finance mondiale. Plus important encore, rappelait le Conseil des Sages, les efforts consentis à la gestion de la crise au sein de la zone Euro ont « relégué à l'arrière-plan » le besoin de poursuivre les réformes structurelles en Allemagne. Or c'est maintenant qu'il faut s'y atteler – pour préserver l'avenir de la compétitivité, surtout dans la perspective du vieillissement démographique et du recul de la population active. La transition énergétique doit être menée avec efficacité, et les réformes du système de santé et de la fiscalité doivent se poursuivre. Mais la priorité est de « ne pas revenir en arrière sur des réformes déjà opérées ou en cours, surtout en ce qui concerne le marché du travail et l'assurance retraite ». L'institut DIW abonde dans le même sens, rappelant que « la marge de manœuvre budgétaire reconstituée au cours des années écoulées permettra maintenant de parer au recul à venir du potentiel de production ». Il convient donc de freiner encore plus les dépenses de consommation au bénéfice d'un environnement plus porteur, donc de la croissance.

LES PROGRAMMES ÉLECTORAUX ne se distinguent guère sur la priorité à accorder à la consolidation budgétaire ; mais ils révèlent un certain nombre de risques pour la compétitivité future de l'Allemagne. Ainsi la « justice sociale » que prônent le SPD et une partie de sa gauche est susceptible de mettre à mal le potentiel de croissance et d'accroître l'exclusion : augmentation des transferts sociaux ; retour en arrière sur les réformes ayant levé nombre des rigidités du marché de l'emploi, amélioré l'adéquation entre offre et demande sur le marché du travail grâce à une flexibilité bénéfique aux employeurs comme aux salariés ; suppression de la différenciation des salaires selon les branches comme du lien entre salaire et productivité via l'introduction d'un SMIC légal généralisé. L'Union CDU/CSU, pour sa part, se contente de proposer des 'mesures' en matière de politique familiale, par exemple, se gardant bien de s'avancer sur la voie des réformes structurelles. Mais la principale inconnue au début de cet été n'est pas tant l'issue du scrutin du 22 septembre – les grands partis de rassemblement que sont le SPD et la CDU partagent foncièrement la doctrine de l'économie sociale de marché – qu'elle ne réside dans les risques pour la stabilité de la zone Euro inhérents à l'immobilisme croissant des partenaires de l'Allemagne en matière de consolidation budgétaire et de réformes structurelles. Cette tendance pourrait en effet « avoir un effet d'entraînement sur les marchés financiers et raviver la crise de la dette ; la confiance s'en trouverait une fois de plus anéantie, au détriment des perspectives conjoncturelles, en Allemagne aussi ». C'est là le principal risque pesant sur la conjoncture allemande – et européenne, estime la Bundesbank (rapport de juin). L'économie allemande est indissolublement liée à l'ensemble solidaire qu'est l'Union.

I. Bourgeois (26-06-2013)